

Cote du document: EB 2016/LOT/P.10  
Date: 18 août 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel en faveur de la République du Soudan pour le Projet intégré de développement rural du Butana

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Mohamed Abdelgadir  
Chargé de programme de pays  
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
téléphone: +39 06 5459 2627  
courriel: m.abdelgadir@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: Approbation

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel en faveur de la République du Soudan pour le Projet intégré de développement rural du Butana, telle qu'elle figure au paragraphe 22.

## Mémoire du Président

### Proposition de financement additionnel en faveur de la République du Soudan pour le Projet intégré de développement rural du Butana

#### I. Informations générales

1. Le présent mémoire a pour objet l'approbation d'un financement additionnel sous la forme: i) d'un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) d'environ 10,31 millions d'USD; et ii) d'un don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) à hauteur de 3,0 millions d'USD en faveur du Projet intégré de développement rural du Butana (PIDRB).
2. Ce financement additionnel demandé par le Gouvernement soudanais se fonde sur la réserve de projets du COSOP axé sur les résultats (COSOP-AR) du Soudan en vigueur pour la période 2013-2018. L'inclusion dans le COSOP-AR et la demande de financement additionnel du gouvernement reposent sur la nécessité de consolider et d'intensifier les interventions du projet dans la région du Butana de façon à obtenir l'impact escompté et à réaliser pleinement l'objectif de développement. Le Soudan est admis depuis 2010 à bénéficier d'un financement à 100% sous forme de dons au titre du CSD et remplit pleinement les conditions du programme de rééchelonnement de sa dette, approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2012.

#### II. Justification du financement additionnel

3. Le projet initial visait à remédier aux difficultés considérables auxquelles se heurte la région du Butana, confrontée par ailleurs à d'immenses défis. L'absence de solides politiques de gestion des ressources naturelles a entraîné la conversion à grande échelle de l'utilisation des terres en faveur de l'agriculture pastorale, en raison des facteurs suivants: développement de l'agriculture semi-mécanisée; expansion agricole à l'échelon des villages; exploitation non réglementée de mines d'or artisanales; afflux d'entreprises agroalimentaires privées soudanaises et étrangères et, plus récemment, perte de l'accès aux terres pastorales dans le sud du pays.
4. À cela s'ajoutent d'immenses défis liés au changement climatique à l'échelle planétaire et l'installation progressive de conditions climatiques plus sèches. De récentes études ont montré que cette tendance aurait de lourdes répercussions sur les éleveurs à l'horizon 2030 (moindre productivité des parcours et diminution des produits de l'élevage; hausse des coûts d'exploitation liés à la mise en pâture et à l'approvisionnement en eau; et forte baisse annuelle du revenu net, notamment). L'évolution du climat, le défrichage des terres pour l'agriculture, le surpâturage, la mécanisation agricole et l'utilisation d'herbicides sont, selon les éleveurs, les principales causes des difficultés rencontrées par les systèmes pastoraux de la région du Butana, et elles se traduisent par la dégradation continue de la

productivité et de la diversité biologique des pâturages. Le PIDRB a réalisé des avancées tangibles en matière de sécurité alimentaire, de résilience et de réduction de la pauvreté grâce à des interventions réussies dans le domaine des infrastructures hydrauliques, de la remise en état des pâturages et des forêts, et du développement communautaire. Toutefois, l'ampleur des défis à relever dans la région nécessite l'intensification de la réponse actuellement apportée par le PIDRB.

5. Le but du projet est d'améliorer durablement les moyens de subsistance et la résilience à la sécheresse des ménages ruraux pauvres et des éleveurs (140 communautés) dans la zone d'intervention (la région du Butana). Pour ce faire, le projet emploie les moyens suivants: mise en place d'un cadre efficace de gouvernance des ressources naturelles; amélioration de l'accès aux marchés ainsi que du pouvoir de négociation des femmes et des hommes; et développement de l'aptitude des communautés à prendre part à des initiatives de développement et à la gestion des ressources naturelles.
6. Le projet s'articule autour de quatre composantes: i) appui aux politiques et aux institutions; ii) gestion des ressources naturelles; iii) développement de l'élevage et des marchés; et iv) développement communautaire et activités commerciales.
7. Le PIDRB a été conçu en partenariat avec le gouvernement, pour une durée initiale de huit ans (2008-2016) et est doté d'un budget de 29,85 millions d'USD, dont 24,8 millions d'USD proviennent d'un prêt du FIDA; 1,1 million d'USD du gouvernement de l'État; 3,2 millions d'USD du gouvernement fédéral; et 0,8 million d'USD des communautés participantes. Le projet a été approuvé en décembre 2006 et a démarré en juillet 2008.
8. Depuis, le PIDRB a directement touché plus de 87 000 personnes (environ 217% de la cible) dans 140 grandes communautés (dites "mères") (100% de la cible). Il a obtenu des résultats tangibles en matière de sécurité alimentaire, de résilience et de réduction de la pauvreté. Le nombre de différends relatifs aux ressources naturelles a fortement diminué (50% de la cible au moment de l'examen à mi-parcours); la part des hommes et des femmes bénéficiant d'un accès aux marchés a progressé (77% de la cible au moment de l'examen à mi-parcours); l'indice de capacité de la communauté a atteint 78%, contre 62% au moment de la préévaluation (70% de la cible au moment de l'examen à mi-parcours); et 20 375 bénéficiaires ont accès aux techniques adoptées par le projet (131% de la cible au moment de l'examen à mi-parcours). Cela a abouti au renforcement des sociétés de développement communautaire, qui sont désormais capables d'orienter la gouvernance des ressources naturelles au niveau local avec bien plus d'efficacité; et les efforts collectifs favorisent la solidarité, la coopération et la collaboration. Au niveau individuel, les ménages ont amélioré leur résilience à la sécheresse et créé des mécanismes novateurs pour y faire face. Les interventions du projet dans les jubraka ou jardins potagers et communautaires ainsi qu'en faveur de l'alimentation des chèvres contribuent à diversifier les régimes alimentaires: dans certaines communautés, la consommation de légumes a été multipliée par cinq. L'extension des terrasses remises en état et l'intensification durable de la culture du sorgho – favorisée par le projet grâce à l'utilisation de semences améliorées et de diverses variétés de légumineuses fourragères – sont autant de facteurs qui contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le nombre de ménages dont la sécurité alimentaire s'est améliorée s'élève désormais à 25 572.
9. L'approche suivie par le projet consiste à concentrer les interventions sur les communautés mères réparties dans toute la région du Butana, plutôt que sur les communautés satellites, plus petites, des alentours. Selon les conclusions de l'examen à mi-parcours de 2012 et des missions de supervision menées par la suite, il est vivement recommandé de chercher à toucher le plus grand nombre possible de communautés de la région du Butana. Ce faisant, le projet pourrait non

seulement améliorer les conditions de vie d'un plus grand nombre de personnes dans les communautés ciblées, mais aussi améliorer la gestion globale des ressources naturelles à l'échelle de la région grâce à une gestion améliorée et plus étendue des terres autour des villages ciblés. Toucher le plus grand nombre possible de communautés permettrait en outre de multiplier les possibilités de création d'organismes capables d'influencer les politiques publiques et le respect du droit, et favoriserait une saine gestion des ressources naturelles dans la région.

10. Ce financement additionnel sera utilisé pour intensifier et consolider les réalisations actuelles en ciblant davantage les petites communautés et en reproduisant à plus grande échelle, dans la même zone géographique, les activités ayant obtenu les meilleurs résultats dans le cadre du PIDRB et d'autres programmes mis en œuvre au Soudan. Le financement assurera la promotion du cadre de gouvernance des ressources naturelles, il comblera ses lacunes, et il contribuera au renforcement institutionnel de l'Agence de développement du Butana. Bien que la création d'un cadre de gouvernance efficace pour la région ne dépende pas entièrement de la présence de l'Agence de développement du Butana, mais plutôt d'organismes communautaires autonomisés, liés soit à un ministère de l'État, soit à un ministère de l'État fédéral, une Agence de développement du Butana plus forte serait utile. Le projet appuiera en outre l'achèvement du réseau de routes rurales et d'ouvrages de franchissement qui a démarré dans le cadre du PIDRB et d'autres initiatives du FIDA dans le centre du Butana, et il contribuera à une gestion durable des ressources forestières dans la région. Par ailleurs, le don de l'ASAP renforcera les capacités du projet pour améliorer la résilience des communautés de la région aux effets du changement climatique grâce au développement d'infrastructures hydrauliques et de systèmes connexes de gestion des infrastructures, ainsi que grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles en général.

### III. Suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

11. Des ajustements ont été introduits dans la matrice des résultats, des changements ont été apportés aux modalités de suivi-évaluation (S&E) du projet, et de nouveaux indicateurs de résultat ont été créés concernant l'ASAP et la finance rurale. Le cadre logique a été actualisé, conformément aux nouvelles directives du FIDA.
12. La gestion des savoirs a reçu toute l'attention voulue depuis l'examen à mi-parcours: des informations détaillées ont été communiquées sur la stratégie de base en la matière, la gamme des produits de gestion des savoirs élaborés et les activités de gestion des savoirs menées sur la période 2013-2016. Le PIDRB collabore avec d'autres projets financés par le FIDA au Soudan dans le but d'élaborer une stratégie de gestion des savoirs commune et d'intensifier les activités de partage des enseignements tirés avec les parties prenantes concernées.
13. Une stratégie de gestion des savoirs liés au projet est en place, et la plupart des membres du personnel ont suivi une formation dans ce domaine. Une mise à niveau des attributions des membres du personnel visant à inclure le S&E et la gestion des savoirs pourrait être pertinente. Un système d'incitation pourrait être utilisé pour encourager le personnel à être plus actif dans l'élaboration de produits de gestion des savoirs, en étudiant – notamment – comment promouvoir une mise à l'essai efficace de nouvelles approches propices à un développement résilient face au climat afin d'obtenir des données de qualité à ce sujet, et en réfléchissant aux moyens permettant d'inciter des partenaires à participer activement au processus de gestion des savoirs. La meilleure incitation possible, dans le but de créer une culture du personnel de projet qui englobe les activités relatives aux savoirs – à savoir, rendre l'identification, la production, le partage et l'utilisation des savoirs naturels au quotidien –, serait l'approbation d'un ensemble d'activités et de priorités concernant les savoirs par les plus hautes autorités du PIDRB grâce à une stratégie dotée de ressources adéquates. Celle-ci viserait à transmettre au

personnel l'idée que les activités liées au savoir incluses dans le projet contribuent fortement à améliorer l'efficacité en matière de développement. D'autres moyens complémentaires sont envisageables, notamment: i) instaurer un temps consacré aux savoirs dans toutes les activités de projet; ii) reconnaître les réalisations en matière d'utilisation des savoirs; et iii) rendre hommage aux contributions du personnel à la gestion des savoirs et à l'apprentissage en fonction d'un dispositif fondé sur la performance. Comme le montrent les expériences de terrain, les communautés sont capables d'apporter leur contribution à certains produits de gestion des savoirs. Une quarantaine de produits de gestion des savoirs devraient être réalisés à l'initiative des populations dans le cadre du financement additionnel. Par ailleurs, durant cette phase, la création et la gestion de groupes de discussion sur Whatsapp (40) ainsi que la réalisation de produits de gestion des savoirs sur la gestion des ressources naturelles et de l'environnement seront soutenues.

#### IV. Gestion financière

14. Une évaluation du risque et de la capacité de gestion financière relative à cette opération a été réalisée dans le cadre de la dernière mission de supervision du PIDRB, en octobre 2015. Globalement, le risque relatif à la gestion financière est jugé élevé. Toutefois, l'évaluation a estimé qu'après la mise en œuvre des mesures d'atténuation nécessaires, le risque résiduel était moyen. La note de 1,2 attribuée en 2015 par Transparency International implique un risque de corruption élevé. La conception de ce projet comporte quelques risques inhérents en matière de gestion financière, résultant du montant important des fonds réservés à des travaux routiers de génie civil et aux sous-projets, très dispersés sur le plan géographique, impulsés par les communautés. Ces risques seront atténués principalement en ayant recours à la participation de la communauté à la passation des marchés, un facteur d'atténuation jugé satisfaisant qui sera appliqué dans toutes les communautés, tandis que la passation des marchés de génie civil sera assurée par l'unité centrale de gestion du projet (UGP). Cette UGP centrale a mis en place des systèmes financiers et comptables qui fonctionnent correctement. Les principales conditions générales additionnelles préalables aux retraits sont les suivantes: i) la configuration du système comptable de sorte qu'il tienne compte du financement additionnel; ii) l'actualisation du manuel d'exécution du projet; iii) le recrutement visant à pourvoir le poste vacant de contrôleur financier du PIDRB; et iv) la réception, par le gouvernement, d'un rapport comportant des informations satisfaisantes sur le renforcement des effectifs, des ressources et de la viabilité à long terme de l'Agence de développement du Butana. Un suivi rigoureux est nécessaire auprès du gouvernement pour assurer le flux régulier et en temps opportun des fonds de contrepartie et obtenir les documents relatifs à la contribution de contrepartie autre qu'en espèces (exonération de droits de douane et d'impôts). Il est également recommandé de faire appel à un auditeur interne dès que la moitié du financement additionnel aura été dépensée. Ces mesures proposées contribueront à maintenir les risques à un niveau acceptable.

#### V. Coût, financement et avantages du projet

15. Le coût total du financement additionnel, y compris les provisions pour aléas, est estimé à 16,47 millions d'USD sur trois ans. La répartition des coûts du projet par composante est résumée dans le tableau 1.
16. Le projet sera financé au moyen des ressources suivantes: i) un don additionnel du FIDA au titre du CSD de 10,31 millions d'USD (62,6% du coût total); ii) un financement du Gouvernement soudanais de 2,17 millions d'USD (13,2%); iii) un don au titre de l'ASAP de 3,0 millions d'USD (18,3%); et iv) une contribution de 0,98 million d'USD de la part des communautés (5,9%), en nature et en espèces. Le financement octroyé par le gouvernement couvrira une partie des coûts liés aux salaires, aux opérations et à l'entretien, ainsi que les taxes identifiables. Enfin, la contribution des communautés se fera principalement au travers du partage des

dépenses, à des pourcentages variables, relatives aux investissements financés dans la communauté. La répartition des coûts du projet par catégorie de dépenses est résumée dans le tableau 2.

Tableau 1  
**Coût du projet, par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Don FIDA		ASAP		Communautés		Bénéficiaire/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Appui aux politiques et aux institutions	740	51,3	580	40,2			123	8,6	1 443
2. Gestion des ressources naturelles	4 808	51,2	2 429	25,8	945	10,1	1 215	12,9	9 398
3. Développement de l'élevage et des marchés	215	79,0			32	11,8	25	9,2	272
4. Développement communautaire et activités commerciales	1 836	85,6					310	14,4	2 145
5. Gestion de projet	2 714	84,5					499	15,5	3 212
<b>Total</b>	<b>10 313</b>	<b>62,6</b>	<b>3 009</b>	<b>18,3</b>	<b>978</b>	<b>5,9</b>	<b>2 172</b>	<b>13,2</b>	<b>16 471</b>

Tableau 2  
**Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Don FIDA		ASAP		Communautés		Bénéficiaire/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
I. Travaux de génie civil	2 836	43,0	2 084	31,6	727	11,0	944	14,3	6 591
II. Véhicules, équipement et autres	963	72,5	31	2,3	16	1,2	319	24,0	1 329
III. Assistance technique, formation et autres	4 040	71,7	894	15,9	235	4,2	470	8,3	5 638
IV. Don	251	99,5					1	0,5	253
V. Charges récurrentes	2 223	83,5					438	16,5	2 661
<b>Total</b>	<b>10 313</b>	<b>62,6</b>	<b>3 009</b>	<b>18,3</b>	<b>978</b>	<b>5,9</b>	<b>2 172</b>	<b>13,2</b>	<b>16 471</b>

## VI. Résumé des avantages et analyse économique

17. L'analyse économique et financière a été actualisée à l'aide d'informations devenues disponibles durant le projet initial. Les principaux avantages quantifiés du projet sont liés aux facteurs suivants: i) accroissement de la production animale; ii) augmentation de la production végétale; et iii) hausse des revenus des microentreprises non agricoles. La chute des avantages nets observée tous les trois ans s'explique par une baisse de la production due à la sécheresse. Le nombre total de ménages qui tireront des avantages directs et indirects du projet pendant la période couverte par le financement additionnel est estimé à 64 000, compte tenu d'une moyenne de 160 ménages par communauté, dont 33% bénéficieront des services du projet et 50% seront ciblés pour des activités afférentes à la résilience au changement climatique. Quelque 128 000 personnes – éleveurs compris – bénéficieront des services du projet. Parmi ces bénéficiaires, 37,5% sont des hommes adultes, 32% des femmes adultes, 13% des jeunes hommes et 17,5% des jeunes femmes. Durant la phase couverte par ce financement additionnel, le taux de rentabilité économique interne (TREI) des investissements dans la zone couverte par le projet sur une période de vingt ans est estimé à 13,78% et la valeur actuelle nette (VAN) du projet est positive (9,6 millions d'USD). L'analyse économique semble indiquer que le PIDRB reste réalisable. Quel que soit le scénario appliqué durant cette phase, la VAN demeure positive et le TREI est supérieur au coût d'opportunité du capital. Une analyse des risques réalisée dans le cadre de

l'analyse économique a montré que le projet demeure faisable pour un éventail raisonnable d'avantages et de coûts escomptés au titre du projet.

## VII. Instruments et pouvoirs juridiques

18. Lorsque la proposition aura été approuvée par le Conseil d'administration, l'accord de financement existant sera modifié afin d'y incorporer le financement additionnel.
19. Aucune nouvelle composante n'a été ajoutée et aucune composante existante n'a été exclue. Les dates d'achèvement et de clôture du programme seront reportées, respectivement, à septembre 2019 et mars 2020.
20. La République du Soudan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire.
21. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA ainsi qu'aux règles régissant le Fonds fiduciaire de l'ASAP.

## VIII. Recommandation

22. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Soudan, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, un don d'un montant équivalant à sept millions trois cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (7 370 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Soudan, au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, un don d'un montant équivalant à deux millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (2 150 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# Revised Logical Framework – BIRDP

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Indicators	Units of Measurement <sup>1</sup>	Comments on Baseline	Baseline MTR	2,015	End	Information Sources	Frequency	Resp.	
<b>Goal:</b> Improve in a sustainable manner the livelihoods and resilience to drought of the poor rural households.  <b>Butana:</b> - 5 States - 9 Localities - Target villages: 140 - Add. Fin.: 400 <sup>2</sup> villages (64,000 households)	1. HH with improved assets ownership (RIMS 3 <sup>rd</sup> level)	number	- Baseline data gathered at the onset;	25,761	34,000	90,000	- RIMS baseline and impact surveys - ASAP surveys (including benchmark setting) - UNICEF MICS survey - Wealth surveys - Score Card - CCI	- At least, one time per year - In addition, as per need and demand	PCU	- Continued political and macro-economic stability - Government continues its commitment to poverty reduction and development of Butana
	2. Child malnutrition among boys and girls below 5 years of age (RIMS 3 <sup>rd</sup> level).		- Baseline data gathering for newly targeted communities (1 <sup>st</sup> Q, 2017) - Indicator 2; BL data to be set	22.3(b) 26.1 (g) <sup>3</sup>		14.5 (b) 16.9 (g)				
<b>Development Objective:</b> The capacity of CBOs to engage in climate resilient, environmentally sound, socially and gender equitable development initiatives and management of NRs developed.	3. Persons -incl. pastoralists – receiving project services by gender	number		40,000	69,000	200,000	- Progress Reports - Surveys - Approved CR CVPs	- Half yearly	PCU/DTs	
		MA		20,000	41,000	50,000				
		FA		20,000	27,000	50,000				
		MY		n.a.	40,000	40,000				
		FY		n.a.	n.a.	60,000				
<b>Component 1: Policy and Institutional Building</b>										
<b>OUTCOME 1:</b> Effective governance framework that ensures regulated access to land and water resources of the Butana.	4. People reporting secure access and user rights to land	number	- Some communities have common rights over NRs incl. water	22,400		86,400 <sup>4</sup>	- Impact Assessment Surveys - Minutes CDCs - Progress Reports	-End current phase (2016), mid-term AF (2018) and end	PCU/DTs	- Favourable government policies; - Clarity on user rights; - Ability to capture pastoralist movements
		MA		600		35,000				
		FA		4,480		17,000				
		MY		6,720		26,000				
		FY		2,240		8,000				
	5. People (pastoralists) reporting secure access and user rights to water	Number		n.a.	n.a.	10,000				
		MA		n.a.	n.a.	5,000				
		FA		n.a.	n.a.	5,000				
		MY		n.a.	n.a.	5,000				
		FY		n.a.	n.a.	5,000				
<b>OUTPUT 1:</b>										
<b>1.1</b> Policy and Strategy (incl. NRM legislation); Framework (FW) for Governance of NRs established; Relevant studies conducted ('Land tenure, ownership and access rights'; 'Mapping Study on NRs incl. WATER and Land Use Mapping', 'on impact of gold mining')	6. Studies (3), Workshops (10) and People Conferences (20) conducted	Study	As per advice of first outcome of policy process	No NR legislation Butana	Reports of Policy Advisor presenting outcome policy process	3	- Reports of Policy Advisor - Content Framework - Minutes CDCs - ToRs studies - Agenda & Reports of W/shops, PCs	- Half-yearly	PCU / BDA	- Framework approved by all actors - Presidential decree (Feb., 2015) 'Range Org. and Dev. of Fodder Resources Law' activated at all five States
		Workshop				10				
		People Conference				20				
	7. FW NRs operational	Framework NRs				1				
<b>1.2</b> Institutional Development building occurred										
<b>1.2.1</b> Butana Dev. Agency (BDA) established	8. BDA strategy and five-year business plan implemented	Number	No BDA	0	Roadmap	Self-financing BDA	- Minutes BoD - Annual turn over - Progress reports BDA - Outcome pilots (business)	- Half yearly	PCU / BDA	- Presidential decree on BDA respected by all parties
<b>1.2.2</b> Govt. partners supported	9. No of locality units (LUs) that are capacitated and reporting performance improvement	Number		1	9	9	- progress reports Locality Units - Surveys	- Half yearly	PCU/DTs	- Sufficient staff allocated to Locality Units - low turnover of LU - and SCU teams
<b>1.3</b> Capacity building at various levels conducted (incl. TA, studies, Young Professionals, Knowledge Products, etc.)	10. No. people trained including private actors, etc. in various topics	Number Fe/male		40,549 (M) 21,599 (F)	50,420 (M) 29,367 (F)	72,000 (M) 48,000 (F)	- M&E reports, - attendance lists, - KM products - Studies - Performance reports YPs - Website (visitors,	- Quarterly	PCU; DTs; Loc. Units (LUs); BDA	- PCU in a position to focus on higher level issues incl. KM - ICO guidance on KM - ToRs of staff cover KM task
		No. studies			10	15				
		No. YPs: Fe/male			107 (F) 32 (M)	300 (F) 100 (M)				
		No. KM products			≥350	≥750 <sup>3</sup>				

<sup>1</sup> MA = Male Adult; FA = Female Adult; FY = Female Youth; MY = Male Youth.

<sup>2</sup> On average there are 160 households per village and each HH consisting on average of 6 persons.

<sup>3</sup> Composed of: chronic malnourished children (% boys: - height for age, 28.8 benchmark, 22.3 MTR; % girls: 29.3 and 26.1 respectively); acute malnourished children (- weight for height: % boys: 13.6 benchmark, 11.2 MTR; % girls: 11.6 and 9.2 respectively).

<sup>4</sup> At least 1 person per household: in total 540 villages; average 160 HHs per village; 6 persons per HH.

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Indicators	Units of Measurement <sup>1</sup>	Comments on Baseline	Baseline MTR	2,015	End	Information Sources	Frequency	Resp.	
	11. No. of people reached with KPs	Number				100,000	downloads)			
<b>Component 2: Climate Resilient Natural Resources Management (range, forest, vegetables, crops, water)</b>										
<b>OUTCOME 2:</b> Improved climate resilient natural resources management (range, forest, vegetables, crops)	12. No. of approved and implemented Climate Resilient Community Village Plans (CVPs)	Number		140	140 <sup>6</sup>	280	- Content approved CVPs, - Surveys / GPS maps	- Quarterly	DTs/ LUs/ PCU	- Sufficient Technical Support received on planning and monitoring CVPs
<b>OUTPUT 2:</b>										
2.1 Functional water infrastructures	13. Time spent collecting water	Minutes / HH / day	1-3 hrs	60	45	30	- CDCs minutes - Surveys - Data WUCs	- Half-yearly	DTs/ LUs/ PCU	- Cooperation with other actors active in water supply facilities
2.2 Improved Water harvesting per agro-ecological zone and enhanced agro-forestry systems	14. Land area under climate resilient practices	HA		4,871	149,449	360,000	- Progress reports - CDCs minutes - Surveys / GPS maps	- Half-yearly	DTs/ LUs/ PCU	- Acquainted with Climate Risk Assessment
	15. Land under rainfed agro-forestry practices	HA			n.a.	50,000	- do -	- do -	DTs/ LUs/ PCU	- Constructive partnership with FNC
2.4 Rural roads used and maintained	16. Roads and road boundary water harvesting and plantation maintained	KM	Ref. RIMS RAP data	0	74 (80%)	74 (100%)	- Surveys - Minutes CDCs - Progress reports	- Quarterly	DTs/ LUs/ PCU	- Road & wadi crossing constructions in place
<b>Component 3: Livestock and marketing Development</b>										
<b>OUTCOME 3:</b> Access to advisory services and bargaining position of men and women in marketing improved	17. No. of people (by gender including pastoralists) with access to secondary and primary markets	Number		Ma: 5,600 FA: 700		MA: 26,000 FA:20000	- Data markets - Score card exercise	- do -	DTs/ LUs/ PCU	- Market data reliable - 20% pastoralists access markets
<b>OUTPUT 3:</b>										
3.1 Livestock Markets operational and maintained	18. % of fully functioning primary (P) and secondary (S) markets.	%			55 (80%)	55 (100%) 25P (100%)	- Data markets, - Minutes CDCs - Progress reports		PCU/ DTs/ LUs/ PCU	- Localities / States maintain S. - and People P. Markets
3.2 Better Animal husbandry and -management (large and small animals incl. traditional poultry)	19. Mortality rate (random sample of 150 head)	%	NA	10	7	5	- Annual Livestock Surveys; up-dated GPS maps on incidence diseases	- Half-yearly	DTs/ LUs/ PCU	- GPS skills used for mapping incidence of diseases
<b>Component 4: Community Development, Business Options and Rural Micro Finance</b>										
<b>OUTCOME 4:</b> Community-based groups are empowered and business-oriented	20. Implemented Community Devt Plans, CVPs, and others implemented	%		75	54	85	- Records CEAs / networks / groups - Progress reports - Score card exercises	- Half-yearly	DTs/ LUs/ PCU	- Rural finance taking off as planned
<b>OUTPUT 4:</b>										
4.1 Organisation, Management and Social Skills of CDCs, groups, networks enhanced	21. Community Capability Index (CCI) value	%	62	78	85	85	- CCI surveys - Progress reports - Studies	- Half-yearly	DTs/ LUs/ PCU	- CEAs/networks active in service provision
4.2 Business promoted through access to Rural Finance	22. No. of people with access to rural financial services	Number		0	4,387 (CIF)	10,000	- M&E Rural Finance Data - Progress reports	- Half-yearly	DTs/ LUs/ PCU	- Relevant credit products developed
4.3 Community Extension Agents / Networks enhanced	23. No. of community extension agents trained	Number		1,120	1,063	2,500 (200 pastoralist)	- Records of CEAs - M&E / progress reports - Training curriculum	- Half-yearly	DTs/ LUs/ PCU	- Payment for services happens
	24. Percentage of CEA being effective	%		75	50	75				

<sup>5</sup> Among others, 50,000 visitors to BIRDIP website annually; 40 knowledge products (KPs) on Climate Smart Small Agriculture, Livestock, Range and Pastoralism; 40 people-initiated KPs; 40 Whats-App groups; 150 items posted on websites (BIRDIP, MENA knowledge base, CCU – and IFAD website / rural portal).

<sup>6</sup> Communities planned CEAP, Grazing Plans, Development Plans, etc. but Climate Resilient Community Village Planning is new.